

## Décision E1: Responsabilité pour l'Europe - L'Allemagne dans l'Europe (Congrès national du parti, 19- 21 novembre 2001)

**Légende:** Les 19, 20 et 21 novembre 2001, lors de son congrès national à Nuremberg, le Parti social-démocrate allemand (SPD) réaffirme son soutien à la politique européenne du chancelier Gerhard Schröder et pointe les défis futurs de l'intégration européenne.

**Source:** Verantwortung für Europa - Deutschland in Europa -Beschluss E 1 (Parteivorstand) (2001). [ONLINE]. [Berlin]: SPD Parteivorstand, [14.09.2005]. Disponible sur <http://2001.spd-parteitag.de/servlet/PB/menu/1084448/index.html>.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/decision\\_e1\\_responsabilite\\_pour\\_l\\_europe\\_l\\_allemande\\_dans\\_l\\_europe\\_congres\\_national\\_du\\_parti\\_19\\_21\\_novembre\\_2001-fr-4955b049-31b3-4ad7-bd33-d037de3af8bo.html](http://www.cvce.eu/obj/decision_e1_responsabilite_pour_l_europe_l_allemande_dans_l_europe_congres_national_du_parti_19_21_novembre_2001-fr-4955b049-31b3-4ad7-bd33-d037de3af8bo.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## Décision E1: Responsabilité pour l'Europe – L'Allemagne dans l'Europe (Congrès national du parti, 19-21 novembre 2001)

En ce début de siècle, l'Europe se trouve à un tournant historique. Réussir l'élargissement de l'Union européenne, renforcer l'union économique et monétaire de l'Europe et faire progresser l'intégration européenne, tels sont les grands défis de notre temps.

L'intégration européenne constitue le projet politique le plus important mais aussi le mieux réussi de l'histoire européenne. Elle se fonde sur la paix, la sécurité et la stabilité entre ses participants et apporte prospérité, croissance et emploi à l'Allemagne et à l'Union européenne. C'est pourquoi le parti social-démocrate allemand mettra tout en œuvre pour faire avancer et progresser ce processus au XXI<sup>e</sup> siècle aussi.

Les attentats inhumains et atroces du 11 septembre 2001 dirigés contre tous les peuples et nations pacifiques ont justement montré que ce n'est que dans un cadre européen et mondial qu'il est possible de lutter efficacement contre le terrorisme. Le SPD soutient par conséquent les mesures antiterroristes adoptées par les institutions européennes.

Il n'existe pas d'alternative à la poursuite de l'intégration et de l'euro-péanisation. La viabilité de la politique pour l'Allemagne est également tributaire de cette question.

Le SPD soutient donc la politique européenne que le chancelier fédéral Gerhard Schröder et son gouvernement mènent avec succès afin de préserver les intérêts de notre pays. C'est dans une Europe unie que l'on pourra garantir durablement le bien-être de notre pays avec le plus d'efficacité.

Pour nous, l'Europe est un modèle de société qui repose sur les Lumières et l'humanisme. A nos yeux, le modèle européen de la démocratie sociale allie liberté et solidarité, individu et société, performance et responsabilité.

Ce à quoi les sociaux-démocrates aspirent:

- garantir la prospérité et accroître l'emploi;
- favoriser l'innovation et l'éducation – moderniser le modèle social européen;
- activer la protection de l'environnement et des consommateurs;
- garantir la sécurité intérieure;
- renforcer les droits des citoyens;
- consolider la politique étrangère et de sécurité commune;
- assumer pleinement la responsabilité mondiale de l'Europe;
- unir l'Europe;
- affecter clairement les rôles;
- façonner l'avenir de l'Europe démocratiquement.

Nous contribuerons ainsi à unir nos forces et mieux répartir les rôles, à l'heure de la mondialisation.

Nous contribuerons ainsi à garantir et optimiser les performances de l'Union européenne.

Nous contribuerons ainsi à réformer et élargir l'Union européenne.

Nous contribuerons ainsi à conquérir durablement l'esprit et le cœur des Allemands pour l'Europe.

[...]

## 9. Affecter clairement les rôles

La répartition des rôles entre l'Union européenne et ses États membres, fruit de l'évolution historique, ne correspond plus aux exigences du XXI<sup>e</sup> siècle. Les États membres – mais aussi les *Länder* et les communes en Allemagne – ont, au cours de ce processus, perdu une partie de leur prépondérance dans l'élaboration de la politique, bien qu'il soit préférable dans de nombreux domaines d'arrêter des décisions appropriées à leur niveau. Il s'avère aussi que l'Union européenne ne dispose pas encore à l'heure actuelle des compétences essentielles à la préservation de ses intérêts à l'échelle internationale ou de sa sécurité intérieure.

Le système actuel de répartition des rôles manque de transparence et de clarté. C'est pourquoi il est souvent impossible de savoir quel niveau politique est responsable des décisions qui ont des répercussions directes sur la vie des citoyens, d'où une remise en cause de la légitimité de l'action politique au niveau européen.

Le SPD se félicite ainsi de l'action du gouvernement fédéral qui, à Nice, a réussi à persuader ses partenaires de la nécessité, lors d'une prochaine conférence relative à la réforme de l'UE en 2004, de mieux délimiter les compétences entre l'UE et les États membres, conformément au principe de subsidiarité. Il importe que les citoyens sachent exactement qui est responsable de quelle politique. Par ailleurs, une plus grande clarté et davantage de transparence s'imposent dans le processus décisionnel qui implique la Commission européenne, le Conseil et le Parlement européen, pour qu'il soit compréhensible des citoyens.

Le SPD exige donc, dans le respect du principe de proximité vis-à-vis des citoyens et du principe de la solidarité entre les États membres de l'UE, que

- grâce à une répartition claire des rôles, la responsabilité politique entre le niveau européen et les États membres soit délimitée de façon compréhensible. Le droit de transférer de nouvelles compétences à l'UE doit toujours relever de la compétence des États membres. La répartition des rôles entre les niveaux fédéral, régional et local demeure une question de politique intérieure;
- des mesures soient prises contre un transfert imperceptible de compétences vers le niveau européen. Il faut éviter que les compétences transversales, par exemple celles qui ont trait au marché intérieur et aux règles de concurrence, ne viennent empiéter sur les compétences des États membres;
- les rôles qui, en vertu du principe de subsidiarité, peuvent être assumés de manière appropriée par les États membres soient restaurés au niveau national, en veillant à ne pas compromettre le marché unique. Cela vaut en particulier pour les compétences de l'UE en matière de politique agricole et structurelle, afin d'accroître la marge de manœuvre des États membres pour mener une politique régionale et structurelle autonome;
- les possibilités d'action des États membres aux fins de garantie des services d'intérêt général soient maintenues;
- la capacité d'action de l'UE en matière de politique étrangère et de sécurité, de sécurité extérieure et d'immigration soit renforcée grâce à une communautarisation accrue, étant donné que les différents États membres sont de moins en moins en mesure de faire valoir leurs intérêts au niveau international;

- la transparence des processus décisionnels soit renforcée au niveau européen. Pour ce faire, les pouvoirs de la Commission doivent être élargis pour qu'elle devienne un exécutif européen fort, les droits du Parlement européen doivent être consolidés par le biais d'une extension de la procédure de codécision et d'un renforcement de la pleine souveraineté budgétaire, et le Conseil doit être transformé en chambre constituée des États européens.
- pour créer une Europe des citoyens, tous les processus décisionnels allant de la planification à la mise en œuvre soient accessibles, transparents et compréhensibles. L'Europe doit se rapprocher de ses citoyens. Toutes les informations pertinentes doivent dès lors être mises à la disposition de tous les citoyens, qu'elles se rapportent à leur vie professionnelle ou privée. À cet égard, toutes les administrations, que ce soient les institutions européennes, les États membres ou les localités, doivent jouer un rôle d'interlocuteur dans les questions ayant trait à l'élaboration de la politique européenne.
- le Comité des régions (CdR), en tant que représentant des collectivités territoriales sur le plan local et régional, soit renforcé.

## 10. Façonner l'avenir de l'Europe démocratiquement

Il y a dix ans de cela, personne ne savait à quoi ressemblerait l'Europe d'aujourd'hui. Personne ne sait aujourd'hui à quoi elle ressemblera dans dix ans. Pourtant, une chose est certaine; aujourd'hui comme hier, l'avenir de l'Europe est entre les mains de ses citoyens. C'est pourquoi nous voulons nous battre avec détermination pour que l'Europe ait un avenir florissant.

Mieux que n'importe quel État seul, nous pouvons ensemble en Europe atteindre nos objectifs politiques, ne serait-ce, bien souvent, que grâce à une coopération transfrontalière et une collaboration entre pays voisins. Nous devons toutefois sérieusement réfléchir aux structures et au cadre qui nous permettraient au mieux de venir à bout des missions qui nous attendent à l'avenir.

Il ne s'agit pas en l'occurrence de questions techniques, mais de démocratie et de participation.

C'est précisément de participation, de critiques, d'approbation, de débats de tous ses citoyens dont l'Europe a cruellement besoin.

Le parti social-démocrate allemand s'engagera pour qu'un débat public ait lieu en Allemagne et en Europe sur les objectifs politiques de l'Union européenne.

Le parti social-démocrate allemand s'engagera pour qu'un débat public ait lieu en Allemagne et en Europe sur les mécanismes structurels et décisionnels de l'Union européenne.

Tout le monde est invité à participer à ce débat public: les citoyens et les gouvernements, l'État et la société, le Parlement européen et les parlements nationaux, la Commission européenne et le Conseil européen, les partis et les associations, les villes et les communes.

Dans le cadre de la discussion portant sur les bases constitutionnelles et de leur consolidation, nous voulons être pleinement associés aux parlements nationaux et au Parlement européen au sens d'une véritable parlementarisation, voulons

- intégrer la Charte des droits fondamentaux dans les traités et ainsi faire un nouveau pas vers une constitution européenne;

- créer un système européen prévoyant la séparation des pouvoirs entre le PE, le Conseil et la Commission, en accord avec les principes de légitimité démocratique, d'efficacité et de transparence;
- simplifier et démocratiser davantage les traités et les procédures décisionnelles;
- faire désigner le président de la Commission européenne par le Parlement européen, dont les membres sont élus par les citoyens. En conséquence, le parti social-démocrate européen (SPE) doit nommer une tête de liste à l'élection européenne se présentant à la fonction de président de la Commission.
- répartir plus clairement les rôles entre l'Union européenne, les États membres, les *Länder* et les communes;
- jeter les bases d'une politique étrangère européenne efficace.

Ce débat qui débouchera sur une conférence intergouvernementale en 2004 ne constitue pas une nouvelle condition à l'élargissement de l'UE.

Nous soutenons l'élaboration d'une constitution européenne. Ce projet n'est réalisable que grâce à une constitutionnalisation prévoyant une large participation des citoyens. C'est pourquoi le SPD est favorable à la constitution d'une assemblée chargée d'élaborer la Constitution européenne et dans laquelle les peuples et les États d'Europe seraient représentés.

Dans le futur, les citoyens doivent pouvoir se sentir chez eux dans une Europe constituant un espace de liberté, de sécurité et de droit, comme le promet déjà maintenant le traité sur l'Union européenne.

C'est pourquoi la constitution européenne met en avant la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne qui lie les organes de l'Union européenne et les organes des États membres, dans la mesure où ils exécutent le droit européen. La Constitution européenne respecte l'ordre qui s'est développé et qui est ancré dans la législation des États membres, leurs traditions et leurs particularités culturelles. Elle laisse la possibilité aux régions de se développer sous leur propre responsabilité.

En dehors des missions que les chefs d'État et de gouvernement de l'UE ont prévues dans leur déclaration sur l'avenir de l'Union dans le cadre de la conférence prévue en 2004 portant sur la réforme, l'assemblée est également tenue d'élaborer des propositions visant à renforcer le passage au vote à la majorité au Conseil. Une telle évolution permettrait à l'Union d'étendre durablement sa capacité d'action. Les États et les sociétés des pays candidats à l'adhésion sont explicitement associés au processus de l'après-Nice.

Nous sommes et restons confiants quant à l'avenir de l'Europe:

- dans dix ans, nous vivrons dans une Europe qui sera plus étendue et plus étroitement imbriquée qu'elle ne l'est aujourd'hui;
- dans dix ans, nous vivrons dans une Europe qui sera dotée d'une constitution;
- dans dix ans, nous vivrons dans une Europe qui disposera d'une monnaie unique;
- dans dix ans, nous vivrons dans une Europe qui aura des valeurs communes tout en conservant ses diverses

langues et cultures.

Nous soutiendrons ce projet ensemble avec nos partis frères européens.

Dans le futur, le SPD apportera également son concours en faveur d'un parti social-démocrate européen fort et efficace.

Pour résoudre les questions décisives portant sur notre avenir, des progrès sont encore à réaliser pour développer une opinion publique européenne.

Plus l'Union européenne gagnera en importance, plus l'évolution du SPE sera significative sur le long terme, tant concernant ses membres que son programme. Le principe «pas de démocratie sans parti» ne vaut pas seulement pour tous les pays adhérents. Il s'applique également dans le cadre du renforcement de l'intégration européenne. C'est pourquoi le SPD va redoubler d'efforts afin de faire avancer les processus de rapprochement de la social-démocratie européenne sur les valeurs fondamentales, les objectifs, les projets stratégiques clés et les sujets politiques actuels. Seule une social-démocratie européenne forte pourra véritablement créer et maintenir une Europe où règne paix, liberté, prospérité et justice sociale.